



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

L'an deux mil vingt, le 17 décembre à 20 H 30, le Conseil de la Communauté de Communes des Combes s'est réuni à la salle des fêtes de Scey Sur Saône, après convocation légale sous la présidence de Madame Carmen FRIQUET :

**Etaient présents :** Aroz : Noël LANGROGNET ; Baignes : Denis BOURDON ; Boursières : Jacques MARQUETON ; Bucey Les Traves : Jacques HEZARD ; Chantes : Laëtitia DUPONT ; Chassey Les Scey : Julien BIGAND ; Chemilly : Nadine BAGUE ; Clans : Jules CLEMENT ; Confracourt : Patrick BAUD ; Ferrières les Scey : Jean-Jacques MILLERAND ; La Neuvelle Les Scey : Vincent ACHARD ; La Romaine : Alain FRANCHEQUIN ayant pouvoir de Roger RELANGE ; Mailley-Chazelot : Bertrand REZARD, Pascal LORIOZ ayant pouvoir de Serge SANCHEZ ; Neuville les la Charité : Patrick LE GARF ; Noidans Le Ferroux : Jean-Louis BORDET ayant pouvoir de Rose TACI, Antoine MARTIN ; Ovanches : Jean-Louis DESROCHES ; Pontcey : Jacky BAGUE ; Raze : Gérard CACHOT ; Rupt sur Saône : Sandrine BOBILLIER ; Scey Sur Saône : Carmen FRIQUET, Christophe OTHENIN, Karelle LANDRY, Pauline LOMBARD, Jean-Pierre PECHINIOT, Fanny BAILLET, Christophe DUBOIS ; Soing-Cubry-Charentenay : Didier PIERRE, Maryse GLAUSER, Traves : Fernand STEFANI, Thierry DUMONT ; Velleguindry et Levrecey : Éric MENNESSIEZ ; Vy Le Ferroux : Laurent DELAIN ayant pouvoir de Jean-Marie LE BRETON ; Vy Les Rupt : François ARAMBOURG.

**Etaient absents :** Clans : Christophe ORTIGER (excusé) ; La Romaine : Roger RELANGE (excusé ayant donné pouvoir à Alain FRANCHEQUIN) ; Mailley-Chazelot : Serge SANCHEZ (excusé ayant donné pouvoir à Pascal LORIOZ) ; Noidans Le Ferroux : Rose TACI (excusée ayant donné pouvoir à Jean-Louis BORDET) ; Rosey : Christophe RERGUE ; Scey Sur Saône : Eddy VIEILLE (excusé) ; Soing-Cubry-Charentenay : Richard SEYLLER (excusé) ; Velle Le Chatel : Jean-Marie LE BRETON (excusé ayant donné pouvoir à Laurent DELAIN) ; Vy Les Rupt : Éric MASOYE (excusé).

Conformément à l'article L.2121-15 du C.G.C.T., M. Jean-Jacques MILLERAND a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire qu'il a acceptées.

Date de convocation des membres : 07/12/2020

Nombre de membres en exercice : quarante deux

Certifié exécutoire suite à l'affichage et la transmission en Préfecture effectués le

**24 DEC. 2020**

\*\*\*\*\*

### Délibération N° 88/20 : Mise à jour du Règlement d'Application Local du Fonds Régional des Territoires

La Présidente rappelle que par délibération du 22 octobre 2020, le Conseil communautaire a adopté le Règlement d'Application Local du Fonds Régional des Territoire (FRT) mise en place dans le cadre du PACTE avec la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Elle explique que quelques précisions sont à apporter sur celui-ci, notamment l'exclusion des achats en crédit-bail ou encore sur la liste des pièces justificatives.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité d'approuver les modifications précitées dans le RAL et détaillées dans l'annexe à la présente délibération

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme

La Présidente,

Carmen FRIQUET



ARRIVÉE

24 DEC. 2020

BUREAU DU COURRIER  
PRÉFECTURE DE LA HAUTE SAÔNE

**Règlement d'Application Local**  
**Pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité :**  
**Fonds régional des territoires**

---

VU le Règlement Général d'Exemption par Catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le Régime cadre exempté n° SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020 ;

VU le Régime cadre exempté n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;

VU le Régime d'aides exempté n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020 ;

VU la convention signée entre la Région Bourgogne-Franche-Comté et la Communauté de Communes des Combes ;

VU le règlement d'intervention 40.12 de la Région Bourgogne-Franche-Comté ;

VU la délibération n°45/20 du Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020 ;

VU la délibération n°75/20 du Conseil Communautaire en date du 22 octobre 2020 ;

VU la délibération n°88/20 du Conseil Communautaire en date du 17 décembre 2020 ;

## **1. EXPOSE DES MOTIFS**

Les très petites entreprises de Bourgogne-Franche-Comté, colonne vertébrale de l'économie de proximité, sont particulièrement impactées par la crise liée au COVID-19.

Dans ce contexte la Région, en complément des mesures prises par l'Etat, intervient de façon immédiate et massive pour soutenir les très petites entreprises rencontrant des difficultés conjoncturelles liées à une perte de chiffre d'affaires.

Soutenir l'économie de proximité au plus près des territoires, notamment en déléguant la gestion des aides aux EPCI, permet d'aller au plus près des besoins de ces entreprises.

La Communauté de Communes des Combes s'est pleinement inscrite dans la démarche de la Région de soutien aux TPE du territoire.

## **2. DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION**

### **2.1. OBJECTIFS**

Suite à la crise liée au COVID 19, l'économie de proximité doit être accompagnée au plus près du territoire. Afin de permettre la reprise de l'activité, il est proposé de soutenir la pérennité et la transition des entreprises de l'économie de proximité

### **2.2. OBJET :**

Soutenir les dépenses d'investissement des entreprises.

### **2.3. NATURE**

Subvention

## 2.4. DUREE

Le dispositif est actif à compter du 22 octobre 2020 et jusqu'au 31 décembre 2021.

## 3. MONTANT ET FINANCEMENT

Les aides sont attribuées dans la limite des budgets inscrits dans la convention et voté par les assemblées délibérantes de la Région et de la Communauté de Communes et sous réserve des plafonds des régimes d'aide communautaires applicables.

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) et régionaux (Fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, fonds de solidarité territorial,...) sous réserve des régimes d'aide applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes.

Le montant de l'aide au titre du présent règlement est de maximum 10 000 €.

### 3.1. DEPENSES ELIGIBLES :

#### Dépenses d'investissements :

- Investissements matériels immobilisables (neufs ou occasions)
- Investissements immatériels

Charge des remboursements d'emprunt liés à des investissements, pour la partie en capital.

Seuls les emprunts contractés entre le 1<sup>er</sup> octobre 2019 et le 31 mars 2020 et dont le capital restant dû est au moins de 5 000 € sont éligibles.

### 3.2. DEPENSES INELIGIBLES :

Aides à l'immobilier d'entreprise.

Les crédit-bails.

### 3.3. TAUX ET MONTANTS DES AIDES

L'accès à ce fonds sera ouvert selon 2 phases d'instruction successives :

- 1<sup>ère</sup> phase : du 22 octobre 2020 au 31 juin 2021 : financement uniquement des investissements

Si le fond disponible n'est pas épuisé à l'issue de la 1<sup>ère</sup> phase, ouverture d'une :

- 2<sup>nde</sup> phase : du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2021 : financement des investissements et du capital des emprunts

Phase	Dépense éligible	Assiette éligible	Taux d'aide	Plafond de subvention
1	Investissement	3 000 € à 15 000 €	40%	6 000 €
2	Investissement	3 000 € à 15 000 €	40%	6 000 €
	Charge de remboursement du capital des emprunts (2d tps)	5 000 € à 15 000 €	20%	3 000 €

### 3.4. DUREE DE VALIDITE DE L'AIDE

L'aide octroyée dans le cadre de ce fonds est valable pour une durée de 1 ans suivant la date de la notification de subvention.

Passé ce délai, toute demande de paiement sera rejetée et la subvention ou le solde de celle-ci sera perdu.

Dans tous les cas, les opérations devront être clôturées avant le 1<sup>er</sup> juillet 2022. Plus aucun paiement ne sera effectuée après cette date.

#### **4. BENEFICIAIRES - ENTREPRISES ELIGIBLES**

Pour prétendre à une aide de la Communauté de communes, le bénéficiaire doit :

- Etre une PME au sens communautaire ayant leur siège sur le territoire de la Communauté de Communes des Combes, et dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein.  
Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminé. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.
- Être inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés et/ou au Répertoire des Métiers
- Justifier que l'activité concernée par l'investissement faisant l'objet de la demande d'aide, est située sur le territoire intercommunal.

Sont exclues les SCI, les entreprises en cours de liquidation, les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles.

#### **5. CRITERES D'ELIGIBILITE**

Projets ayant pour objet de favoriser :

- La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire
- La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques
- La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse
- L'adaptation et l'atténuation au changement climatique

#### **6. PROCEDURE**

Le dépôt de demande complète d'aide devra comporter les éléments suivants préalablement à tout commencement d'exécution:

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée ;
- Liste des dirigeants ;
- Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE ;
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal ;
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation ;
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années ;
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales des 3 derniers exercices clos ;
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale.

Pour être recevable, le dossier de demande de subvention doit être déposé complet.

La date de début d'éligibilité des dépenses est fixée par l'accusé de réception de dossier complet délivré par la collectivité. L'accusé de réception ne vaut pas accord de subvention.

Les dossiers pourront être pris en charge jusqu'au 31 décembre 2021. Les dépenses devront être réalisées en dernier recours avant le 1<sup>er</sup> juillet 2022.

## **7. MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION**

Après analyse et avis express de la demande de subvention par le comité d'engagement, la Présidente de la Communauté de Communes attribue l'aide à l'entreprise dont le montant sera fonction du projet, dans la limite des crédits inscrits au budget.

Une notification de subvention sera adressée à l'entreprise. Sa date lance le délai de réalisation de l'opération (cf.3.4).

## **8. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

L'aide est versée en une seule fois après la réalisation du projet, sur présentation des justificatifs (factures de l'investissement matériel, ...).

Si le projet est financièrement moins élevé que prévu, le montant de la subvention est diminué proportionnellement.

## **9. ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE AIDEE**

L'entreprise bénéficiaire de l'aide s'engage :

- à respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur (fiscale, sociale, droit du travail, ...),
- à maintenir son activité sur le territoire de la Communauté de Communes des Combes pendant 5 ans pour exercer l'activité,
- à mentionner le concours financier de la Communauté de Communes des Combes à cette opération et à apposer le logo type sur tous supports de communication,
- à faire connaître à la Communauté de Communes des Combes les autres financements publics dont il dispose.

La Communauté de Communes des Combes pourra communiquer, par tout biais qu'elle jugera utile, sur l'entreprise bénéficiaire et sur l'aide attribuée (site internet, bulletin d'information de la CCVA, presse...).

En cas de départ du périmètre communautaire ou de changement d'usage du bien, dans un délai de 5 ans à compter de la date d'attribution de l'aide, le bénéficiaire, s'engage à reverser la totalité de l'aide à la Communauté de communes.

La Communauté de Communes des Combes peut être amenée à réaliser ou à diligenter tout contrôle qu'elle jugera utile pour veiller au respect du présent règlement.